



# Vigilances N°114

La lettre du Club des Vigilants

Décembre 2015

## ***Sommaire***

Après le choc du score du Front National, que faire ? .....	2
La démocratie doit évoluer d'urgence .....	2
Faut-il ouvrir le dialogue avec le Front National ? .....	3
Au diable le « front républicain » .....	3
François de Closets : la vraie échéance, les législatives 2017 .....	4
Après les attentats, le temps de l'émotion, le temps de la réflexion .....	6
Les risques d'un engagement à moitié contre Daesh .....	6
Les règles de la guerre contre Daesh .....	6
La bataille essentielle doit être celle des idéologies.....	7
Pour gagner la guerre idéologique, un devoir civique .....	8
Pour un FBI européen .....	9
Attentats : montrer du doigt les maitres à penser .....	10
De quoi faut-il avoir peur ? .....	10
Abstentionnistes du bleu, blanc, rouge .....	11
La nausée Palmyre .....	11
Le Coran a la télé.....	12
Après les attentats, la diplomatie.....	13
L'Iran adversaire ou partenaire ? Les réponses de François Nicoullaud .....	13
Alexandre Orlov : Ce que veulent nos amis russes .....	15
Iran : faut-il craindre la levée des sanctions ? .....	14
Quelle mouche a donc piqué Angela Merkel à propos de la Turquie ? .....	16
Pas de panique sur la Turquie, mais... ..	17
A lire aussi sur le site des Vigilants .....	18
Prochains rendez-vous.....	19



## ***L'éditorial d'Henry Hermand, Président du Club des Vigilants***



L'Année 2016 sera sans doute celle de tous les dangers, de l'imprévisible, de toutes les interrogations. Du jamais vu.

L'intensification et la globalisation de la lutte contre Daesh risque d'entraîner de violentes répliques. La sécurité exigera une vigilance accrue.

La mondialisation fait peser sur notre économie le poids des incertitudes, partout dans le monde :

- en Chine où la croissance a fortement diminué,
- dans les pays émergents qui donnent des signes de faiblesse,
- aux Etats-Unis qui se cherchent une nouvelle vocation, en proie à la démagogie des extrêmes et au renforcement des inégalités,
- en Europe dont l'unité de façade est en train de s'écrouler sous mes yeux ébahis,
- et chez nous enfin où tous les clignotants restent obstinément au rouge, où les commentateurs, face à la montée inexorable du Front national, répètent en chœur que tout doit changer, comme si cette nécessité de changements (et lesquels) n'existait pas avant la funeste élection de Novembre.

Nous avons la confirmation du formidable décalage qui existe entre l'opinion publique et nos dirigeants d'aujourd'hui et d'hier, de leurs cécités et de leurs imprévoyances.

Jamais la société civile n'a été à ce point sollicitée.

Les Think Tanks se multiplient pour pallier aux insuffisances de l'exécutif, des classes dirigeantes en général et au rejet des partis politiques en particulier.

Dans le passé, le Club des Vigilants, toujours soucieux de son indépendance s'est efforcé d'éclairer, d'informer, voire même de proposer.

Cette noble tâche est plus que jamais nécessaire et à l'aube de la nouvelle année, c'est à nos équipes d'y répondre.

Bonne année et bon courage dans l'amitié partagée.

**Henry Hermand**



# Après le choc du score du Front National, que faire ?

## La démocratie doit évoluer d'urgence



Notre ami Alain de Vulpian, sociologue, ethnologue, fondateur de COFREMCA, membre du Conseil d'Administration des Vigilants nous propose un texte qui inscrit le score du Front National aux élections régionales dans une réflexion de long terme sur l'évolution de la société et l'inadéquation entre cette nouvelle « société des gens » et notre vieux système démocratique tel qu'il fonctionne. C'est un avant goût de son livre à paraître : « *Happy morphose*. Prenons soin de la métamorphose humaniste de notre civilisation ».

« Dans la plupart des pays d'Europe, nos gouvernances ont commencé à évoluer et se sont un peu adaptées à la métamorphose. La gouvernance française est probablement une des plus rigides, écrit-il en conclusion. Les résultats des récentes élections régionales sont une alerte qui nous incite à agir vite sous peine d'explosion. Je crois que nous sommes dans une situation de salut public. »

Depuis trois quarts de siècle, la société et la personnalité des gens se transforment, explique Alain. Une nouvelle « société des gens » a commencé à se construire aux dépens des États-nations, des entreprises, des classes et des partis en compétition ou en conflit. Associations, réseaux, morceaux d'entreprises, fondations, start ups, social businesses, think tanks, cette société émanant des gens, très complexe et intensément vivante, dévitalise, absorbe et finalement prend progressivement la place des anciens pouvoirs.

Les gens ont changé beaucoup plus vite que la démocratie telle que nous la pratiquons. La gouvernance se paralyse et produit du mal-être plutôt que le bien commun. Les peuples se révoltent et partent à la recherche de boucs émissaires tels que les partis et la classe politiques, l'Islam ou l'Europe. La France est un des pays d'Europe les plus touchés par ces avatars de la métamorphose.

Alain pointe trois caractéristiques de la démocratie dont il faut hâter l'évolution :

### 1/ La démocratie représentative et partisane.

Les nouveaux citoyens ne sont plus dans la compétition mais dans la coopération, allergiques aux partis politiques qui leur semblent par principe en compétition et à la recherche d'avantages particuliers. Ils s'attendent à ce que les partis oublient leurs présupposés idéologiques, coopèrent et tâtonnent pour trouver ensemble les bonnes solutions.

Il ne leur est pas naturel de se faire représenter. Les représentants que le système leur propose leur semblent radicalement différents d'eux.

Ils souhaitent participer. Il s'agit moins pour eux de participer aux décisions politiques formelles que d'être parties prenantes dans les processus qui les concernent (par exemple, participer à COP21 et aux efforts quotidiens d'économie d'énergie, participer aux Bonnets Rouges, à Je suis Charlie, à Uber, à Blablacar, à la réorganisation de l'école où vont leurs enfants). Alain parle de démocratie « post-représentative ».

### 2/La démocratie étatique.

Il faudra probablement que les organes de l'Etat s'imprègnent de la société des gens et se laissent absorber par elle.

On va vers une situation où le pouvoir politique émanera d'interactions au sein de la société des gens qui visent le bien commun (selon des mécanismes qui n'apparaissent pas encore clairement qui



s'appuieront probablement sur les progrès extrêmement rapides des techniques de communication numérique et déboucheront sur une démocratie participative sociétale).

3/La démocratie qui ne prend pas soin de la société.

La société des gens qui s'auto-organise a tendance à prendre soin d'elle-même à tous les niveaux, de la famille à des ONG planétaires. Elle attend de l'Etat qu'il y participe au lieu de laisser s'installer la financiarisation du capitalisme, un chômage massif, une partie de la jeunesse sans formation, une oligarchie et des groupes de pression trop puissants, etc.

Voir le texte complet sur [www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com).

## Faut-il ouvrir le dialogue avec le Front National ?



Le vote FN fait théoriquement de ce parti le premier de France (carte premier tour).

Il est difficile d'admettre **qu'un parti rassemblant 30 % des votants n'ait toujours aucun accès au pouvoir**. Dans une démocratie, un déni de pouvoir à l'encontre d'une minorité significative a de sérieux inconvénients et présente un grand risque de fracture sociétale. N'avons-nous pas déjà un sacré problème avec la communauté musulmane en France ? Ces six à sept millions de Français n'ont pas l'influence qu'ils devraient avoir dans le jeu républicain.

A mon sens, il faut ouvrir un dialogue avec les politiques représentant les minorités mal servies par le jeu électoral. En un mot, les fréquenter. Et **leur accorder des formes de pouvoir qui les mettent à l'épreuve de la responsabilité politique**.

**C'est ce que Mitterrand avait décidé avec le programme commun Socialistes / Communistes en 1981.** Malgré les hauts cris à l'époque, cette ouverture vers les communistes, jusque là infréquentables, a donné raison à Mitterrand. Ce fut une avancée politique historique pour la France.

Il faut "fréquenter" les votants et les ténors du Front National, il faut leur parler.

Il en va de l'avenir de notre démocratie, et de la République Française.

**Philippe Tixier**

## Au diable le « front républicain »



Le 6 décembre au soir l' « Oeil du 20 heures » de France 2 faisait le point sur les mots exprimés par les hommes politiques de droite comme de gauche à l'issue de toutes les élections qui ont jalonné l'irrésistible ascension du FN depuis près de 30 ans. C'était pathétique : « choc », « exaspération », « colère » étaient prononcés, à chaque fois, avec une telle conviction ! Sans compter, naturellement, les inénarrables « messages des électeurs que nous avons entendus »...

Le malaise est donc très profond : **nos dirigeants politiques, droite et gauche confondues, n'ont pas varié d'un pouce dans leur vocabulaire, comme d'ailleurs (et c'est plus grave) dans leur diagnostic**.

Or, lorsque les électeurs qui ont voté FN s'expriment auprès des journalistes qui les interrogent, ils expriment, tranquillement, leur envie de voir autre chose. Pas d'exaspération, pas de colère, juste l'envie de voir et d'entendre autre chose.

Les gouvernements successifs n'ayant pas réussi (à endiguer le chômage, à assurer la sécurité notamment), ils pensent tout simplement qu'il faut donner sa chance à ceux-là.



Peut-on blâmer les électeurs du FN d'avoir fait un mauvais choix ? Certainement non !

Car, hormis les anathèmes (extrême droite, parti de l'exclusion, ...) et les déclarations péremptoires (du type « le FN nous conduira à la catastrophe »), quels sont les arguments des partis dits « traditionnels » pour inciter l'électeur à voter « politiquement correct » ? Oui, le FN va nous conduire dans le mur, mais pourquoi ? **Avons-nous jamais entendu une véritable pédagogie à ce propos dans la bouche de nos dirigeants ?** Pas un discours pour les Bac+5, plutôt pour les Bac-quelque chose, les ouvriers par exemple (c'est à juste titre que le FN peut s'intituler « le parti ouvrier », plus de 35% de cette population a voté FN) ou les jeunes en grande précarité (les 18-24 ans ont voté FN en masse).

Il est grand temps pour nos dirigeants de droite comme de gauche de changer de logiciel. Le vote FN n'est plus un vote « extrême ». Il est, au fil du temps (et de la stratégie de « dédiablement » diablement efficace de Marine Le Pen) **devenu un vote alternatif crédible pour nombre de nos concitoyens.**

Alors, Messieurs de la gauche, de la droite et du centre, **rendez-vous audibles vous aussi !** Ne comprenez-vous pas que vous ne l'êtes plus ?

Il me prend à penser que, finalement, voir le FN diriger une ou deux régions (et donc se confronter à la vie réelle) eut peut-être été la meilleure stratégie (voir carte résultats deuxième tour) ! Alors, au diable le « front républicain » !

**Bernard Bougel**

*Commentaire JC Hazera : Le deuxième tour étant passé, on peut regretter que le FN ne soit pas à l'épreuve du pouvoir à la tête d'au moins une région. Encore que... (Voir ce qu'en dit François de Closets ci-dessous). Mais pour la prochaine échéance qui sera nationale on ne pourra plus trop se permettre cette « expérience ». Les dégâts seraient trop importants. Et puis on a trop connu de partis et d'hommes qui étaient démocrates pour accéder au pouvoir et moins démocrates quand le peuple aurait souhaité qu'ils le quittent. Je ne suis pas certain de ce que ferait FN. Mais je suis au moins certain que ses réactions devant son propre échec seraient...imprévisibles et dangereuses.*

## **François de Closets : la vraie échéance, les législatives 2017**

Conversation avec François de Closets, vieil ami du club, qui était venu au mois de mai nous parler de son dernier livre, *La France à quitte ou double* (Fayard), où il explore la montée du FN et ses conséquences possibles.

François martèle inlassablement les risques que nous fait courir une situation d'endettement public excessif, toujours pas maîtrisée. « Nous sommes en relance permanente de 100 milliards par an. Et malgré cela, malgré la baisse du prix du pétrole et la hausse du dollar, la croissance ne décolle pas. C'est affolant. » Il nous demande **d'imaginer ce qu'aurait été le score du FN si, en plus, la France avait été au bord de la crise financière avec un gouvernement se faisant imposer des mesures d'austérité par ses créanciers étrangers**, comme cela risque de lui arriver un jour, estime-t-il.

Les prochaines échéances ? 2017 ? Tout le monde focalise sur les présidentielles, mais la vraie échéance sera celle des législatives, estime-t-il. « C'est compliqué les matchs de foot à trois équipes » **Même sans proportionnelle on n'échappera pas aux 100 députés FN, au moins.** Il est là le vrai rendez-vous de la recomposition politique et de l'éventuel front républicain. Qui l'emportera, à droite, de ceux qui seront tentés par une alliance avec le FN et de ceux qui seront prêts à gouverner avec les socialistes ?

Aurait-il mieux valu laisser le FN gouverner une région ? **Grave erreur pour François.** On a tellement dit que ce serait l'horreur qu'ils se seraient fait un plaisir de gouverner avec modération en se contentant de quelques mesures symboliques qui n'auraient fait hurler que les intellectuels parisiens.

« C'est un grand bienfait d'être précédé par une réputation détestable. » Il souligne **les scores très**



**Club des Vigilants**

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



**élevés réalisés par le FN dans toutes les villes où la mairie est déjà FN.** François dénonce depuis longtemps, rappelle t-il, la diabolisation qu'il estime excessive du Front National. C'est un **parti national-populiste qui ferait les pires bêtises s'il arrivait au pouvoir et ferait sombrer la France, mais ce n'est pas un parti fasciste.** Les dénonciations des partis classiques et des médias ne font que renforcer son image de parti anti-système.

**Propos recueillis par J-C H**



# Après les attentats, le temps de l'émotion, le temps de la réflexion

## Les risques d'un engagement à moitié contre Daesh



En septembre, un Vigilant, **Bernard Bougel**, s'interrogeait sur la posture adoptée par la France à l'égard de Daesh en soupçonnant que la recherche de popularité n'en était pas exclue.

Le Président Hollande venait d'annoncer que la France allait effectuer « des vols de reconnaissance » pour « permettre des frappes contre Daesh ». Tout en excluant une intervention au sol.

Nos deux derniers présidents se sont beaucoup plu à jouer les chefs de guerre.

Frapper Daesh, soit. Mais pour quoi faire ? Avec quelle légitimité ? écrivait Bernard Bougel.

Certes, on ne peut qu'être horrifié par les massacres et les exactions qu'ils commettent sur les territoires qu'ils ont conquis. Mais **nous sommes-nous levés à chaque fois que de tels actes étaient commis ?**

Certes, des djihadistes formés en Syrie nous menacent directement, chez nous, à leur retour. Mais ils ne sont « que » quelques centaines et nos services secrets les connaissent bien. Ne serait-il pas plus efficace, et infiniment moins coûteux qu'une guerre, de **les pister sans relâche pour les empêcher de nuire ?** Voire de **les intercepter préventivement** et, quitte à faire quelques entorses à notre droit, **les assigner à résidence en les surveillant nuit et jour ?**

Nous n'avons ni la vocation ni les moyens de faire la police dans le monde.

Daesh menace directement la Syrie et l'Irak. Voire, à plus long terme, leurs voisins arabes. **Laissons ces pays faire leur propre police dans leur région.** Aidons-les lorsqu'ils nous le demandent, conformément aux accords de défense que nous avons passés avec eux.

De grâce, n'ouvrons pas, de notre propre chef, un nouveau front qui risque fort d'être compris comme une **croisade Chrétienté contre Islam**. Et de nous valoir des retours de flamme douloureux sous forme d'attentats inspirés ou fomentés par ceux que nous combattons.

Ou alors, **si nous y allons, allons-y vraiment** : par exemple en montant une coalition incluant obligatoirement les pays arabes de la région, avec une armée en mesure de réellement détruire cet « Etat » malfaisant. Et en en assumant le coût humain et financier. En bref, faisons de la diplomatie avant d'envoyer nos avions de chasse.

Personne, pas même le Président Hollande, ne peut croire que quelques frappes aériennes suffiront à éradiquer Daesh.

Voir texte complet de septembre sur [www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com)

## Les règles de la guerre contre Daesh



Aujourd'hui nous réapprenons que l'histoire est tragique. « *History is again on the move* » disait le grand historien anglais des civilisations Arnold Toynbee pour résumer **le mélange d'effroi et de désarroi devant l'imprévisibilité des événements**. La guerre est dans la besace de l'histoire, elle ne la quitte jamais vraiment. Pour cette raison, elle a été longuement décrite, réfléchi et théorisée. Aujourd'hui on peut se souvenir de quelques enseignements.



Premier enseignement, les guerres ressemblent toujours aux sociétés qui les livrent. L'Europe a fait des guerres limitées et courtoises pendant des siècles avant d'être dépassée par la violence de la guerre technique et totale; **la guerre de Daesh a le visage de la barbarie, son visage.** Quand ils ne massacrent pas dans des cafés, des salles de concert ou des musées, les hommes de Daesh réduisent les femmes et les jeunes filles en esclavage ; ils massacrent des civils ; ils brûlent vivants leurs prisonniers dans des cages ou les font exécuter par des enfants ; ils terrorisent et tuent des Juifs, des Kurdes, des Chrétiens et d'autres minorités religieuses, y compris celles attachées à l'Islam.

Deuxième enseignement, la nature du conflit. Les kamikazes du 13 novembre ont cyniquement expliqué aux gens qu'ils allaient exécuter que la France est responsable pour ce qu'elle fait en Syrie. Bien naïf celui qui leur fait crédit et pense que les satisfaire apportera la tranquillité. Il n'y a pas de transaction possible. **Le conflit entre Daesh et nous est un conflit inexpiable ;** pour une raison au moins, les acteurs remettent en cause leur existence réciproque et notamment Daesh qui n'a pas d'autre échappatoire pour espérer prospérer que de viser le califat mondial.

Troisième enseignement, celui de Clausewitz. Une idée majeure sous-tend son œuvre : **toute épreuve de force est en même temps une épreuve de volonté.** Depuis deux siècles, son analyse ne s'est pas démentie. Quelle que soit sa forme : guerre d'usure, guerre de libération ou jeu d'échec du duel nucléaire, la guerre a pour vainqueur celui qui trouve la combinaison gagnante entre le peuple, le politique et le chef de guerre. Pour le stratège allemand, cette trinité explique la nature intime de la guerre et la difficulté à soutenir sa volonté. Dans les trois domaines Daesh est rudimentaire. Ils gouvernent par la terreur, la politique est fondée sur l'exclusion, la guerre asymétrique blesse l'adversaire mais le fait rarement plier. **Quelles que soient nos limites nous surclassons Daesh, c'est la première chose dont il faut se souvenir.**

**Philippe Bois**

## La bataille essentielle doit être celle des idéologies



### APPEL À TÉMOINS



**ABDESLAM SALAH**  
né le 15 septembre 1989  
à Bruxelles (Belgique)

Individu faisant l'objet d'un mandat de recherche.

SIGNALEMENT :  
1 m 75, yeux marron

CONTACT :  
Si vous disposez d'informations permettant  
de le localiser, contactez immédiatement

Pour mener la guerre à Daesh **on embauchera 1000 douaniers de plus. Entre autres. Et des chercheurs, des arabisants, des islamologues, des anthropologues, on en recrutera combien ?**

Certes le problème posé par Daesh et par ces attentats n'est pas circonscrit à la France. Certes la haine de l'Occident est une question mondiale sur laquelle doivent s'interroger les pays arabes – eux-mêmes victimes du terrorisme - et l'ensemble des musulmans (qu'est ce qui dans leur conception de la religion peut permettre de telles dérives ?).

Mais nous en France, musulmans ou pas, que faisons-nous pour comprendre ? **Les services de renseignement sont débordés parce qu'il faudrait surveiller 10 000 suspects. Attendrons-nous qu'ils soient 50 000 pour questionner la matrice d'où ils sortent ?**

On croit comprendre qu'ils n'étaient pas parmi les plus paumés. Que certains ont même travaillé. Que certains ne sont même pas passés par la prison. Pour autant ils ne sortaient pas des grandes écoles.

**Ressentaient-ils la moindre perspective d'intégration et pourquoi pas de carrière, d'ascension, de projet ?** Juste avant l'horreur, la ministre de l'Éducation nationale avait commencé à parler, enfin, du vrai sujet « de gauche » concernant l'éducation en France : la ségrégation scolaire. Est-ce encore d'actualité ?

La guerre, pour autant qu'il soit opportun de parler de guerre, doit être aussi une guerre des idéologies. **Pourquoi pas de la propagande.** Radio free Europe a certainement eu sa part dans l'effondrement du bloc soviétique. La contre propagande sur Internet peut certainement avoir la sienne. **Mais avec quel message ? Quel idéal ? L'iPhone 36 bis ?**





Défendre la France où l'on se retrouve entre copains à la terrasse des bistrot le vendredi soir offre des perspectives sympathiques mais un peu courtes. Construire des idéaux plus forts que ceux des nihilistes est un défi qui nous concerne tous.

**Jean-Claude Hazera**

### *Commentaires*

*« Il y a longtemps que des « sachants » ont tiré la sonnette d'alarme en insistant sur la nécessité de muscler intellectuellement notre compréhension de la société française et des mutations mondiales consécutives à la chute du Mur de Berlin », dit Xavier Grosclaude. Mais on est dans la réaction, pas dans l'anticipation.*

*« Oui il faut aussi, et surtout, engager ou intensifier la bataille idéologique, écrit Bernard Bougel.*

*D'abord vis-à-vis de ceux qui prêchent la haine. J'ai été surpris d'entendre annoncer qu'on allait expulser les imams radicaux et dissoudre les associations qui les recrutent et leur donnent une tribune. Ce n'avait donc pas été fait après les attentats contre Charlie Hebdo ? Et puis renforcer considérablement les programmes de « déradicalisation ».*

*Nous avons eu, parmi les nombreux témoignages, celui de Dounia Bouzar (elle a publié en 2014 : Désamorcer l'islam radical. Ces dérives sectaires qui défigurent l'islam). Elle a mis au point un programme (mais il en existe d'autres) qui semble donner de bons résultats. »*

## **Pour gagner la guerre idéologique, un « devoir » civique**



Peut-être pourrions-nous écraser Daesh. Mais **on sait déjà qu'il renaîtra ailleurs.**

C'est donc sur un autre terrain qu'il faut (et que nous avons peut-être les moyens de) gagner : celui des idées et des valeurs.

Notamment nos fameuses « valeurs républicaines », celles que nous évoquons volontiers lorsque tout va mal, et que nous avons un peu de mal à voir à l'œuvre dans la vie courante. Ainsi par exemple : **primauté de l'intérêt public**

**sur les intérêts particuliers, soumission de chacun à la loi dans le souci du bien de tous.**

De toute évidence l'école (notre fameuse « école républicaine ») peine (le mot est faible) à inculquer ces valeurs. Les cours d'instruction civique, un temps supprimés puis heureusement rétablis, n'y suffisent pas. N'est-ce pas, notamment, **parce qu'il manque un vécu concret et commun de ces valeurs ?**

Ne serait-il pas bénéfique de créer les conditions pour que les jeunes, par exemple entre 16 et 18 ans (âge auquel ils sont les plus sensibles aux idéaux, éventuellement mortifères), participent ensemble à des travaux d'intérêt général ?

Nous pourrions appeler cela un service, ou mieux, **un « devoir » civique.** Pour marquer la symétrie avec les « droits » civiques que nous accorde la République.

L'idée n'est pas nouvelle. Elle est évoquée à chaque fois qu'un événement traumatisant atteint notre société. Elle est (trop) rapidement qualifiée d'irréaliste (pourquoi donc ?) et, l'émotion retombée, passe aux oubliettes.

Ce devoir civique remplacerait le service militaire, ancien (mais sans doute désuet) creuset de mixité sociale, miné par les innombrables exemptions dont bénéficiaient, à tort ou à raison, toutes sortes de nos jeunes.

Il remplacerait également l'actuel service civique qui fonctionne sur la base du volontariat.

Ce devoir civique (d'une durée par exemple de 3 à 6 mois) serait obligatoire et mixte. Il serait aménagé pour tenir compte au mieux des contraintes (études, emplois, ...) de chacun. Il se ferait dans le respect des croyances des uns et des autres.

Mais **nul ne pourrait y déroger.** Et on y **pratiquerait sans faillir les principes fondateurs et les lois de la République.**

Nos jeunes se verraient proposer des projets d'intérêt général qui ne viendraient pas en concurrence avec le secteur marchand, par exemple : alphabétisation, entretien du patrimoine architectural (il



existe des milliers de châteaux à rénover), historique (on pourrait multiplier les chantiers de fouilles archéologiques), naturel (campagnes de nettoyage des plages, rivières, sites géographiques), assistance à la réalisation de démarches administratives, assistance aux plus démunis, etc.

Ainsi, plongés ensemble dans des projets concrets, nos jeunes prendraient conscience de ce qu'est l'intérêt général, apprendraient à mieux se connaître et à se respecter, **entendraient une histoire qui deviendrait réellement leur histoire commune.**

Irréaliste ? Peut-être. Mais antidote contre les idéologies néfastes et le communautarisme, certainement.

**Bernard Bougel**

*Commentaire J-C Hazera : « même si on nous dit que c'est impossible tu as raison.*

*- Si on le fait il faut absolument que ce soit un instrument de mixité sociale et géographique sans aucune dérogation possible.*

*- Ce serait une occasion de former largement les jeunes français au secourisme.*

*- Le service civique pourrait s'appuyer sur l'immense population des bénévoles. »*

## **Pour un FBI européen**



La mauvaise coordination entre services de police et de renseignement européens est stigmatisée depuis le 13 novembre, comme lors de chaque attentat. On va, c'est certain, accroître cette coordination dans le futur.

Mais comment ne pas voir que les dysfonctionnements majeurs d'aujourd'hui (évasion fiscale massive et appauvrissement des Etats, Etats faillis et guerres civiles, réchauffement de la planète, chômage de masse, criminalité organisée et bien sûr terrorisme) viennent d'une globalisation de la capacité d'action des principaux acteurs (entreprises, marchés, mafias, Etats dans leur capacité de déstabilisation à l'étranger, et bien sûr groupes terroristes) sans globalisation équivalente du politique.

**Les voleurs peuvent agir où bon leur semble quand les gendarmes restent confinés dans leur pré carré.**

La solution simpliste et régressive est de renforcer les gendarmes dans leur pré carré et de faciliter les échanges entre eux (ce que nous sommes en train de faire). **Quand la seule solution compatible avec la globalisation est de créer des gendarmes globaux.** C'est le thème de tous les grands westerns : contre les voleurs, vaut-il mieux défendre son ranch ou soutenir le shérif ?

Si notre bien collectif le plus important est la sécurité, qu'attendons-nous pour nous donner des shérifs ? **Et, avant d'y arriver au niveau mondial, dotons déjà l'Europe d'une police transnationale** (l'équivalent d'un FBI) en attendant un corps de garde-frontières et une armée.

**Jérôme Cazes**

### *Commentaires*

*Xavier Grosclaude déplore également que l'Europe n'avance pas sur Frontex, Europol et le PNR. Anne Beaufumé rappelle que les attentats semblent faire bouger le projet PNR (échange d'information sur les voyageurs). Philippe Tixier, quant à lui déplore qu'on ne se serve pas suffisamment de la géolocalisation des portables pour pister les terroristes. « Nous avons les terroristes que nous méritons », conclue-t-il.*



## Attentats : montrer du doigt les maîtres à penser



Des esprits faibles sont endoctrinés pour lutter contre les « ennemis » de la cause. Progressivement, ils reçoivent la formation nécessaire pour accomplir leur mission. Et puis un jour, ils apprennent de leur maître à penser qu'ils ont été « élus ». Ils sont désignés pour tuer le plus possible et se faire exploser. On leur laisse entendre alors que s'ils sont défaillants dans cette mission suprême, ils seront exécutés devant leurs compagnons et proches.

La machine est en place. Les meilleurs y sont broyés. Ils n'ont aucune chance d'en sortir vivants. **Traquer les terroristes ainsi enrôlés n'a pas grand intérêt ni utilité, sauf celui de les tuer. Ils sont alors hors d'état de nuire, mais leurs maîtres à penser agissent toujours.** Eux ne se font pas exploser.

C'est donc ces maîtres à penser qu'il faut traquer et empêcher d'agir. Il semble que nos gouvernants et leurs agents s'y emploient enfin, sans ménagement. Y compris et surtout en les montrant du doigt à toute leur communauté, qu'elle soit leur groupe terroriste, leur quartier, les musulmans qui les entourent, les Français, ou l'ensemble des citoyens du monde. **Montrés et dénoncés à tous les gens susceptibles de les rencontrer, notamment les candidats au djihadisme violent.**

**Philippe Tixier**

## De quoi faut-il avoir peur ?



Le nombre de décès annuels en France est d'environ 500 000, parmi lesquels le nombre de morts par catégorie s'établit à peu près comme suit :

**Accidents domestiques : 11 000**

Suicides : 10 000

**Accidents de la route : 3 500**

Noyades : 1000

Meurtres : 700

Accidents de montagne : 200

**Terrorisme : 180**

**Accidents d'avion : 80**

Chute de météorite : 0

Les gros titres des journaux ne reflètent absolument pas les risques réels encourus par la population. C'est le nombre de tués par événement qui fait peur, plutôt que le nombre total de victimes par catégorie. Il est dangereux de prendre l'avion, essentiellement parce qu'il faut aller à l'aéroport en voiture. Le nombre des accidents domestiques n'intéresse plus aucun journaliste, tandis que le terrorisme affole tout le monde.

Et pourtant, le risque que n'importe quelle personne (dont vous !) soit tuée par un chauffard est dix fois plus élevé que le risque qu'elle soit tuée par un terroriste.

**C'est l'intention de tuer qui fait peur, et non pas le risque d'être tué.**

C'est la vision du massacre du Bataclan qui horrifie. Et pourtant il faut avoir beaucoup plus peur des chauffards que des terroristes. Les chiffres sont sans appel.

Même pas peur ? Mais oui, c'est la seule attitude rationnelle à opposer au terrorisme.

**Et quelle précaution faut-il prendre ? Une seule : vivre normalement !**

**Philippe Tixier**



## Abstentionnistes du bleu, blanc, rouge



Lundi 16 novembre, sur le « blog » des Vigilants j'expliquais que je me sentais en manque d'un symbole pour exprimer solidarité et fraternité en ces lendemains d'attentat. J'écrivais entre autres, dans ces réflexions à chaud : « **Je ne me sens pas à l'aise** » avec le **bleu blanc rouge**.

Vendredi 26 novembre. Grande cérémonie d'hommage aux victimes.

**Le gouvernement propose aux Français de manifester leur solidarité en arborant un drapeau français.** Pas possible d'être dans la cour des Invalides. Interdiction de se rassembler devant les Invalides. J'ai assisté à la cérémonie devant mon poste de télévision m'asseyant et me levant avec les participants. Ridicule. Le drapeau à la fenêtre je n'ai pas pu. J'aurais pu en trouver un, en fabriquer un. Ce n'est pas cela.

Soixante-huitard attardé, manque d'expérience militaire, allergie aux supporters de foot en bleu blanc rouge, je peux proposer des explications à mon cas individuel. La tonalité guerrière et ligne Maginot d'un Président de la République essayant de surfer sur l'émotion nationale au bénéfice de son image personnelle n'arrangeait rien. Mon cas n'a que peu d'intérêt sauf s'il contribue à éclairer un phénomène plus général. **L'important c'est que je n'étais pas seul. C'est Edouard Tétreau, qui a vécu « un grand moment de solitude » avec son drapeau,** déplorait-il le 2 décembre dans sa chronique des Echos. Nous étions encore plus nombreux que les abstentionnistes du premier tour des régionales à ne pas avoir installé le drapeau national à notre fenêtre. Certains n'en avaient pas et n'en ont pas trouvé. Est-ce vraiment la seule explication ?

Ces élections des 6 et 13 décembre n'ont rien amélioré. Le Front National nous proposant désormais **une partition de la France entre les « patriotes » et les autres** ne m'encourage pas vraiment à sortir un drapeau.

Et pourtant je crois que nous sommes nombreux à éprouver le **besoin d'exprimer fraternité et solidarité avec ces autres partageant ce territoire qu'on appelle la France.** Je pense à tous ceux qui ont spontanément proposé d'abriter des inconnus le 13 novembre dans les quartiers touchés par les attentats. Je pense aux millions de bénévoles dont les associations contribuent à faire tourner ce pays.

**Alors quel symbole ? Liens ? Mains ? Bras ? Bras sur l'épaule ? Quelle couleur ? Bleu ? Jaune ?**

**Jean-Claude Hazera**

## La nausée Palmyre



Pourquoi la destruction de vieux monuments comme ceux de Palmyre, décrite comme une oasis du désert de Syrie, nous touche-telle tant ?

Malgré une certaine volonté de garder la mesure et d'en atténuer l'impact – certains disent qu'il n'y a pas mort d'hommes – **cet évènement nous atteint, quoiqu'on en dise, profondément,** écrivait **Jean-Luc Heinrich** avant les attentats du 13 novembre.

Il nous vient un sentiment de désespoir, de nausée, pourquoi ?

Parce qu'il s'agit d'un acte volontaire, délibéré, qui s'attaque à nos racines propres, à notre humanité, à notre vision du monde puisqu'il veut faire table rase du passé, mais qui s'attaque aussi à notre futur.

Retrouvez le texte complet sur [www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com)

Sur ce sujet signalons le livre de Paul Veyne : *Palmyre l'irremplaçable trésor*, chez Albin Michel.



## Le Coran à la télé



Du 8 au 10 décembre sur Arte on a parlé du Coran, pendant près de sept heures. C'est une bonne nouvelle car elle signifie que, malgré les attentats passés et les menaces d'attentat à venir, cette diffusion a été maintenue. C'est aussi une bonne nouvelle car pendant ces sept heures on a parlé non pas du livre qui se récite et ne se questionne pas, mais du livre qui a une histoire, qui est inscrit dans une culture et une civilisation. « **C'est une œuvre de salubrité**

**publique** », a même dit, au cours d'une des avant-premières, Mohammad Ali Amir-Moezzi, qui occupe la chaire d'islamologie classique à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

La diffusion maintenant de cette série documentaire « Jésus et l'Islam », signée par Jérôme Prieur et Gérard Mordillat, est, par ailleurs, l'effet du hasard le plus pur. Ils y travaillent depuis quatre ans, faisant parler les islamologues du monde entier. C'est la suite de leurs précédentes séries documentaires sur Jésus et la Bible. Ce qui explique leur approche un peu particulière : ils s'interrogent sur la présence importante dans le Coran de Jésus et de Marie. C'est un aspect du livre peu connu des musulmans eux-mêmes, nous assurent-ils. Et ce n'est pas actuellement un objet de grand débat entre musulmans. Mais, une fois amorcées, par ce biais, les interrogations sur le livre sacré de l'islam, les deux compères font parler les savants rencontrés du personnage de Mahomet et de l'histoire de la création de cette nouvelle religion.

*Série disponible en DVD et livre édité au Seuil*

**Jean-Claude Hazera**



# Après les attentats, la diplomatie

Trois éclairages sur des partenaires essentiels et complexes de la France et de l'Europe dans leur guerre contre Daesh, leurs efforts pour la paix au Proche Orient et la gestion du flux des réfugiés.

## L'Iran adversaire ou partenaire ? Les réponses de François Nicoullaud



La France pourrait peut-être enrôler l'Iran dans la grande coalition contre Daesh qu'elle tente de monter après les attentats du 13 novembre, mais **c'est loin d'être simple**. Résumée en trop peu de mots, telle est l'impression globale que laissent l'exposé de François Nicoullaud, invité du Club des Vigilants, mardi 24 novembre et ses réponses aux nombreuses questions qui lui ont été posées.

Sur le terrain, des Iraniens se battent déjà contre Daesh, mais c'est pour soutenir le régime de Damas, alors que Paris souhaiterait le départ de Bachar el-Assad, rappelle l'ancien ambassadeur de France à Téhéran qui continue à suivre de très près les évolutions de ce pays. **Ce que l'Iran veut éviter avant tout, pour sa tranquillité, c'est la « talibanisation » de la Syrie**. Pour éviter cette évolution à l'afghane, il mise sur le pouvoir central syrien.

De nouvelles relations avec l'Iran sont possibles parce que l'accord sur les risques de prolifération nucléaire en Iran, conclu en juillet, ouvre la porte à la fin des sanctions contre l'Iran – sans doute au premier trimestre 2016 - et à une ouverture vers l'Occident. Mais **il y a deux camps à Téhéran, celui du Président Rohani, « qui a tout misé sur l'ouverture »** et ses bienfaits multiples pour la population iranienne et **celui des conservateurs qui se méfient de cette ouverture**. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer dans ce régime autoritaire, les élections qui doivent avoir lieu en février (parlement et conseil des experts) sont très importantes et peuvent réserver des surprises. Cela s'est déjà vu.

**Du côté des Occidentaux** les divisions sur la conduite à tenir à l'égard de l'Iran sont moins tranchées, mais **les attitudes sont pour le moins diverses**. Certaines croient à l'efficacité de l'ouverture pour changer l'Iran ; d'autres craignent que la bouffée d'oxygène économique ne fasse que renforcer un Satan perse. Obama est évidemment favorable aux accords. Mais **si un Républicain devait le remplacer à la tête des Etats-Unis ce pays pourrait changer d'attitude** (risque tempéré par l'intérêt de l'Iran pour les entreprises américaines). En tout cas, pour que Rohani et les partisans de l'ouverture aient une chance de l'emporter **il faudra savoir les soutenir plus clairement que ne le fut Mohammed Khatami**, Président réformateur de 1997 à 2005, estime François Nicoullaud, en poste à Téhéran à cette époque.

**La France pourrait jouer un rôle clé** si elle arrive à retrouver au Moyen-Orient sa position de **pays « qui parle à tout le monde »**, dit le diplomate. Les Iraniens sont tout prêts à aimer la France à nouveau. Leur ressentiment se concentre sur ceux qui ont eu dans le passé des visées de type colonial sur l'Iran : la Russie, la Grande Bretagne et les Etats-Unis.

Mais « parler à tout le monde » pour tenter de neutraliser Daesh et progresser vers un règlement en Syrie suppose d'arriver, in fine, à **rapprocher l'Iran et l'Arabie Saoudite**. « C'est une tâche immense », ne cache pas l'ambassadeur. Ces deux grandes puissances pétrolières régionales se vivent comme le champion des chiites et le champion des sunnites. François Nicoullaud n'a **pas une vision très positive de nos « amis » Saoudiens**. En prenant le recul de l'histoire on pourrait presque décrire ce pays comme un « **Daesh qui aurait réussi** ». Si on a peu entendu de manifestations de solidarité venant de là-bas après le 13 novembre c'est parce qu'une majorité de la population se sent en sympathie avec l'organisation terroriste, pense-t-il. Quand au régime lui-même, empêtré au Yémen dans une guerre qui menace de devenir pour lui ce que fut la guerre du Vietnam pour les Américains, il est loin d'être stabilisé.



Le compromis est donc « presque impossible » entre Iran et Arabie Saoudite. Et pourtant il n'y a pas de perspective de règlement régional si on n'arrive pas à rassurer les Saoudiens et plus largement les Sunnites sur la menace chiite et l'Iran, et plus largement les Chiites, sur la menace sunnite. Et **ceci ne passe en aucun cas par un morcellement de la Syrie et de l'Irak en micro Etats** ni aucune sorte de remise en cause des frontières qui ne ferait qu'alimenter d'innombrables conflits ultérieurs. Position classique des diplomates qui savent que dans l'Orient compliqué comme ailleurs il faut se méfier des idées trop simples.

**Jean-Claude Hazera**

## **Iran : faut-il craindre la levée des sanctions ?**



Lors de sa récente intervention devant le Club des Vigilants l'ancien ambassadeur de France à Téhéran (photo) a répondu à plusieurs questions sur les conséquences de la levée des sanctions et **les craintes suscitées par l'afflux de capitaux rendus à l'Iran selon les termes de l'accord**. Les estimations sont imprécises, **30 à 100 milliards de dollars pourraient être débloqués** et remis, graduellement, à disposition des différents acteurs (banque centrale, banques commerciales, entreprises, particuliers) après l'entrée en vigueur de l'accord au premier semestre 2016. Financement de ses mandataires régionaux (Hezbollah, Hamas), **sponsoring d'activités terroristes** à l'étranger, activisme contre les intérêts régionaux américains, israéliens

et sunnites sont **les principaux soupçons qui pèsent sur l'Iran**.

Au cours de son exposé François Nicoulaud a insisté sur le fait qu'il y a une vie démocratique en Iran, c'est-à-dire une compétition entre différents groupes sociaux ou d'intérêts pour le contrôle des institutions et la représentation électorale. Le Président Hassan Rohani représente le clan réformateur. Il a été élu en 2013 sur la promesse d'ouvrir l'Iran et du retour de la prospérité, promesse pour laquelle l'accord nucléaire était une condition sine qua non. Son élection a suscité beaucoup d'attentes dans une population en grande majorité favorable à l'ouverture. Il est confronté aux forces conservatrices du régime, notamment les Pasdarans, citadelle armée au cœur du pouvoir théocratique, présents dans les affaires militaires et économiques. Les deux camps s'affronteront une nouvelle fois lors des doubles élections (législatives et assemblée des experts) en février 2016.

Selon François Nicoulaud les fonds débloqués **serviront en priorité à la population** d'autant que les bas prix du pétrole – tendance que la hausse de l'offre iranienne risque d'aggraver – limitent les marges de manœuvre des réformateurs. Les groupes hostiles à l'accord et à l'ouverture de l'Iran auront une part du gâteau, notamment les Pasdarans, mais sans que cela modifie l'équilibre des forces, à l'intérieur comme à l'extérieur estime François Nicoulaud.

**Philippe Bois**



## Alexandre Orlov : Ce que veulent nos amis russes



La Russie est une **très grande amie de la France**. La Russie est un pays pacifique, mais c'est aussi **un pays « fort » qu'il ne faut pas menacer ou provoquer**. Tels ont été les deux axes principaux des échanges passionnants entre Alexandre Orlov, Ambassadeur de Russie en France, et les membres et amis du Club des Vigilants, mercredi 9 décembre au cours d'une Matinale du club. Echanges où il fut évidemment **beaucoup question de la**

**Syrie, de la Turquie et du Proche-Orient.**

L'ambassadeur, qui est un grand connaisseur de la France et s'exprime dans un français parfait, décrit comme une réussite totale le rapprochement avec son pays initié par le Président Hollande après les attentats du 13 novembre. Officiellement il s'agit d'une « coordination », rappelle-t-il. Dans l'esprit de Vladimir Poutine il y a plus, assure-t-il. Les relations personnelles entre les deux dirigeants sont excellentes et **le Président russe considère la France comme un vrai allié. Pourtant, déplore-t-il, en France la Russie « n'existe pas ; on en dit du mal ou rien ».**

Pas de lien direct entre la « coordination » contre Daesh et **le problème ukrainien**. Alexandre Orlov assure cependant que la France et l'Allemagne sont favorables à la levée des sanctions contre la Russie. Avant de nuancer et de parler de levée « progressive » des sanctions contre la Russie à mesure de l'application des accords de Minsk-2 qui aplaniraient les difficultés entre le gouvernement ukrainien et les séparatistes soutenus par la Russie (sur Minsk 2 voir l'article de Philippe Bois publié le 4 mai). Au passage l'ambassadeur laisse entendre que nous aurions intérêt à lever rapidement ces sanctions parce que **son pays s'organise pour se passer de nous et notamment de nos productions agricoles**. Bruxelles reste la bête noire de la diplomatie russe. Plus que jamais la diplomatie russe privilégie les relations bilatérales et met en garde les pays membres contre les abandons de souveraineté excessifs à l'Europe.

Alexandre Orlov n'ignore évidemment pas les craintes que soulève en Europe la Russie de Poutine. Il s'emploie avec talent à les tempérer en répétant un argument clé. **L'Union Soviétique n'existe plus...** sauf comme « pays virtuel » dans la tête des Européens et des Américains. C'est un « **fantasme** ». La Russie a bien assez de mal à mettre en valeur son immense territoire pour se préoccuper de remettre la main sur les Pays Baltes ou n'importe lequel de ses autres voisins. En même temps, ce pays que l'ambassadeur décrit comme **fondamentalement pacifique est bien décidé à ne pas se laisser marcher sur les pieds**. Heureusement que Poutine s'est employé à préserver sa puissance militaire et à en faire un pays « fort », sinon on lui aurait réservé le sort de l'ex-Yougoslavie, assure Alexandre Orlov. Oui la Russie a bien installé des missiles dans l'Arctique, mais ils sont défensifs. Elle se protège. De quoi ? L'Otan fait mine de s'y intéresser et on commence à trop entendre dire que l'Arctique n'est pas l'affaire des seuls pays riverains.

Cette Russie capable aussi de montrer les dents, l'ambassadeur l'incarne en **changeant de ton quand on parle du bombardier russe récemment abattu par la Turquie**. Le doigt accusateur est pointé avec précision, non pas sur la Turquie ou les Turcs, mais sur le Président Erdogan, un islamiste qui joue double jeu par rapport à Daesh et aux autres terroristes.

Il a commis une « colossale erreur ». Avec lui « c'est définitivement terminé ». Et l'ambassadeur n'hésite pas à reprendre les accusations contre le clan Erdogan : **non seulement la Turquie profite du marché noir sur le pétrole de Daesh, mais, plus précisément, les fils et beau-fils du Président sont parmi les profiteurs de ce trafic.**

Daesh est une « force politique manipulée par des protecteurs extérieurs ». Ce n'est pas le seul ennemi. Il y a d'autres groupes, des complices. En filigrane Alexandre Orlov justifie le fait que les avions russes ne frappent pas que Daesh. Mais il connaît bien les soupçons que soulèvent des frappes destinées en fait à sauver le régime au pouvoir et Bachar el Assad. Alors **il réclame « des listes » sur lesquelles la communauté internationale soit d'accord**. Une **liste « d'opposants »** avec lesquels on puisse négocier « une transition » (à aucun moment il n'évoque le maintien au pouvoir de Bachar el Assad comme un préalable non négociable). Ce travail a été confié, dans le cadre de la





conférence de Vienne, à la Jordanie, à qui la Russie fait confiance. Une **liste également « d'organisations terroristes »** à combattre, dont l'établissement a été confié à l'Arabie Saoudite. Et là on sent bien que la confiance est... nettement moindre. Il faudrait lui adjoindre, estime la Russie, un représentant spécial de l'ONU.

Au-delà des frappes contre Daesh (qui n'empêcheront pas l'islamisme de ressurgir sous d'autres formes) il faut, dit le diplomate russe, travailler sur des solutions qui apportent une stabilité à toute cette région en traitant l'ensemble des sujets, y compris celui des peuples palestinien et kurde, y compris l'affrontement entre sunnites et chiites. Pour ce faire l'ambassadeur de Russie n'hésite pas à envisager – contrairement à ce que disent habituellement beaucoup de diplomates – **qu'on redessine des frontières, pour entériner l'existence d'un Kurdistan par exemple**. À ceux qui lui opposeraient l'horreur des conflits engendrés par la partition de l'ex-Yougoslavie il oppose l'exemple de la partition sans conflit de l'ex-Tchécoslovaquie.

**Jean-Claude Hazera**

*Cette matinale, organisée en collaboration avec Thinkerview, a été enregistrée en vidéo. Retrouvez l'intégralité sur la chaîne Youtube de Thinkerview (<http://thinkerview.com>)*

## **Quelle mouche a donc piqué Angela Merkel à propos de la Turquie ?**



La Turquie est candidate à intégrer l'UE depuis près de 30 ans (même si les négociations officielles n'ont débuté qu'il y a 10 ans) ! J'ai longtemps été partisan de cette adhésion. Mon idée était qu'une Turquie solidement amarrée à l'Europe serait un **facteur de développement économique** pour nous tous et, surtout, un trait d'union, **donc un facteur de paix**, avec un monde musulman en pleine ébullition.

Si cette adhésion s'était faite il y a 10 ou 20 ans, la face de la Turquie, la nôtre et, sans doute celle du Monde, en eussent été profondément (et je le crois positivement) changées.

L'Histoire nous apprendra peut-être que nous avons laissé passer la chance d'un monde plus harmonieux. Car, aujourd'hui, tout est différent. **La fenêtre s'est refermée.**

La Turquie est engagée dans une phase de « **dé-laiqisation** », voire, plus redoutable encore, d'islamisation, qui l'éloigne pour longtemps sans doute de nos valeurs. Elle **glisse inexorablement vers un régime autoritaire** et on doit craindre que la démocratie n'en sorte durablement abimée.

M. Erdogan, fraîchement auréolé de son succès aux dernières élections, fera tout, n'en doutons pas, pour se maintenir au pouvoir. Et le peuple turc semble le suivre...

De son côté, l'Europe est engagée dans une **spirale auto-destructrice**, fondée sur la montée des extrêmes, de l'euroscpticisme, sur l'affaiblissement de son « moteur » historique, le couple franco-allemand, au profit d'un leadership allemand contesté par les pays du Sud, à moins que ce ne soit plus simplement celui des « marchés » au détriment des peuples.

La solidarité, affirmée au traité de Lisbonne comme l'une des valeurs fondatrices, a été largement mise à mal lors des dernières crises. Difficile de démêler les causes des effets, mais force est de constater que **notre Union ne fait plus rêver**. Elle n'est plus guère qu'un pis-aller.

Dans ce contexte, la récente déclaration d'Angela Merkel à propos d'une « **nouvelle dynamique de la candidature de la Turquie** », passée un peu inaperçue ici, interpelle. S'agit-il d'un marché donnant-donnant, la Turquie s'engageant à faire davantage barrage aux migrants qui déferlent sur l'Europe en contrepartie d'une relance du processus d'adhésion ? Ou d'une simple déclaration à usage strictement allemand (notamment à l'attention de la très forte minorité turque outre-Rhin) destinée à redorer son blason un peu terni par ses annonces concernant l'accueil des migrants (n'a-t-elle pas récemment déclaré que l'Allemagne était prête à accueillir 800 000 migrants, provoquant le trouble jusque dans ses propres troupes) ?

Il est aussi possible qu'Angela Merkel (qui y a toujours été opposée) se soit réellement convertie à l'idée de l'adhésion de la Turquie à l'UE.



On peut s'interroger sur le bien-fondé de la relance de ce processus, mais, de mon point de vue, **il est urgent de ne rien faire concernant cette adhésion**. L'Europe a déjà fort à faire pour ne pas exploser. L'union douanière et les différents accords bilatéraux existant profitent déjà à nos deux entités. Laissons-les prospérer.

Une adhésion nous impliquerait bien au-delà de nos capacités et... des désirs des citoyens européens. Mais, quoi qu'en dise Céline, L'Histoire repassera peut-être le plat...

**Bernard Bougel**

### **Pas de panique sur la Turquie, mais...**



La Turquie d'Erdogan, représentée par le Premier ministre Ahmet Davutoglu (photo), a eu droit à un « sommet », dimanche 29 novembre à Bruxelles. La chancelière allemande en visite en Turquie il y a peu avait déjà évoqué la reprise de négociations sur l'adhésion de la Turquie, ce qui avait motivé les interrogations d'un Vigilant (voir alerte précédente, publiée le 12 novembre « Quelle mouche a piqué Angela Merkel ? »).

La perplexité est d'autant plus grande devant ces informations que le jeu de la Turquie d'Erdogan dans un Proche-Orient déjà compliqué n'est pas facile à analyser. De nombreuses interrogations subsistent sur son attitude à l'égard du terrorisme islamiste. Dernier épisode en date : le bombardier russe abattu par les turcs.

Tentons au moins de répondre aux interrogations exprimées par Bernard Bougel sur la stratégie allemande.

Vers quelles nouvelles relations avec la Turquie Angela Merkel veut-elle entraîner l'Europe ?

Le gouvernement allemand pense, semble-t-il, qu'il faut absolument parler avec ce partenaire compliqué et contradictoire. Notamment parce que la Turquie était et peut redevenir le verrou du déferlement trop rapide de réfugiés syriens vers l'Europe. On estime à Berlin que la Turquie a tous les moyens de le contrôler et a délibérément pris la décision d'ouvrir les vannes début 2015.

L'Europe a donc proposé à la Turquie une importante aide financière pour compenser le coût de l'accueil des réfugiés. Ces trois milliards d'euros ne soulèvent pas grand débat.

Mais la Turquie et son Président Erdogan ont aussi besoin de considération. D'où le « sommet » de Bruxelles et l'évocation d'une reprise des négociations d'adhésion à l'Union Européenne.

Pas de problème pour rouvrir les négociations si cela leur fait plaisir, estiment en substance les diplomates allemands. De toute façon elles n'aboutiront jamais. La Turquie d'Erdogan, elle-même, n'est pas décidée à remplir les multiples conditions posées par l'Europe.

Restent deux problèmes de taille. D'abord l'opinion publique européenne n'est pas habituée à décrypter les subtilités des diplomates et risque de s'inquiéter, dans la période actuelle, qu'on lui reparle d'élargir l'Union européenne à la Turquie. Les populistes de tout poil peuvent se saisir facilement de ce sujet.

Deuxième problème, la Turquie n'a absolument pas l'intention d'intégrer les réfugiés syriens qui pourraient d'ailleurs finir par trouver d'autres routes. Les retenir en Turquie n'est donc qu'une solution provisoire. Il faut absolument trouver une solution à la guerre civile syrienne.

**Jean-Claude Hazera**



## A lire aussi sur le site des Vigilants

Les circonstances nous ont amené à consacrer tout ce numéro de Vigilances aux réflexions sur les deux graves événements subis par la France en novembre et décembre.

Vous pouvez aussi retrouver sur [www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com) les contributions des membres et amis du Club sur les sujets suivants.

- *Réfugiés : Inquiétant renversement de l'opinion*, par Jean-Claude Hazera
- *Croissance zéro : la vision de Daniel Cohen*, par Jean-Claude Hazera
- *Volkswagen et l'éthique : la leçon de Max Weber*, par Philippe Bois
- *Le Canada prêt à prendre un autre chemin ?*, par Bernard Bougel
- *Comment on détruit croissance et emploi en bloquant l'innovation*, par Yves Buchsenschutz
- *L'économie collaborative et la croissance zéro*, par Bernard Biedermann
- *Chine : Renminbi goes global*, par Philippe Bois



## Prochains rendez-vous

Suivez l'annonce des prochaines Matinales sur le site du club, laissez votre mail au webmaster si vous voulez qu'on vous tienne au courant : [webmaster@clubdesvigilants.com](mailto:webmaster@clubdesvigilants.com)

Vos contributions sont les bienvenues, en permanence, sur le site du club. Envoyez-les à [jc.hazera@free.fr](mailto:jc.hazera@free.fr) et écrivez vos commentaires sur les textes des autres directement sur le site.

Prochain numéro de Vigilances prévu pour fin mars. Annoncez, envoyez vos contributions à [jc.hazera@free.fr](mailto:jc.hazera@free.fr)

Rappel de quelques uns des axes de réflexion actuels du club définis lors de notre séminaire de rentrée :

- Les conséquences de la croissance zéro. Publication à venir bientôt.
- Les alternatives à la démocratie représentative, la République, la désobéissance (voir texte d'Alain de Vulpian)
- L'observatoire du long terme, décerne ses cartons rouges et verts tous les mois
- Comment développer la culture du compromis en France ?
- Comment tirer parti au mieux du numérique ?